



Limeil Brevannes le 20 juillet 2012

Madame la Députée, Monsieur le Député, Madame la Sénatrice, Monsieur le Sénateur,

Lors de la campagne électorale, le président de la République avait pris l'engagement (engagement n°11 de ses 60 propositions) de renégocier le Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) dans l'Union économique et monétaire, dit Pacte budgétaire, signé par Nicolas Sarkozy et 24 autres dirigeants européens le 2 mars dernier. Il avait précisé lui-même les trois points clés de cette renégociation : la possibilité pour la Banque centrale européenne de financer directement les États, la mise en place d'euro-obligations pour que les pays de la zone euro puissent emprunter solidairement, et des mesures de relance de la « croissance » en Europe.

Lors du sommet européen réuni à Bruxelles les 28 et 29 juin dernier, aucune de ces conditions n'a pu être réunies : seul un pacte pour la croissance comportant des mesures de libéralisations et de libre échange, l'obédience à de nouveaux règlements élargissant les pouvoirs de la Commission européenne (« 6 pack ») ou renforçant le contrôle des pays de la zone euro en difficulté (« 2 pack »), et le déploiement de 120 milliards d'euros a été adopté en plus du traité. Ce montant dérisoire (inférieur à 1% du PIB européen) est composé pour moitié de fonds structurels déjà votés et programmés, et pour moitié de prêts hypothétiques de la Banque européenne d'investissement pour des grands projets d'investissements privés dont on ne connaît encore rien.

Pourtant, la relance de l'activité économique en Europe est indispensable. Cela ne pourra pas se faire en adoptant le TSCG qui inscrira dans le marbre les politiques d'austérité en interdisant définitivement tout déficit structurel supérieur à 0,5% aux états européens. L'aide aux pays en difficulté, prévue par le Mécanisme Européen de Stabilité (MES), sera en outre conditionnée à l'application de plans d'austérité, de privatisation et de libéralisation, déjà à l'œuvre dans plusieurs pays d'Europe et dont les résultats sont d'ores et déjà désastreux.

Ce traité marque également une nouvelle étape dans la dérive autoritaire de la construction européenne. Ainsi, il prévoit des sanctions automatiques contre les pays contrevenants aux mesures de discipline budgétaire, mettant la politique économique des états européens sous la coupe de la Troïka (BCE, FMI, Commission Européenne) au détriment des peuples. Cette logique austéritaire conduit l'Europe à la catastrophe, en alimentant le cercle vicieux de la dépression et en approfondissant encore le gouffre qui sépare les peuples européens de la construction européenne. **Au nom du peuple français, vous devez vous opposer à cette ratification.**

Déjà en 2005, les Français avaient exprimé par référendum leur rejet de cette construction libérale et autoritaire de l'Union Européenne en rejetant le Traité Constitutionnel Européen (TCE). Depuis, à l'initiative de Nicolas Sarkozy, ce traité a été adopté en catimini par le parlement sans aucun débat public. Il faut rompre avec cette logique politique ! François Hollande a annoncé sa volonté de faire ratifier ce traité par la voix parlementaire dans les plus brefs délais. Nous déplorons cette décision : les enjeux politiques et économiques de ce traité sont considérables et nécessitent un large débat citoyen. **Vous pouvez y contribuer en demandant un référendum pour mettre en débat et soumettre au vote des citoyens ce nouveau traité européen.**

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir, Madame, Monsieur, nos salutations les plus cordiales.

Delphine Fenasse & André Deluchat  
co-secrétaires du Parti de Gauche Val de Marne

Objet **Re: adresse Ã votre intention concernant le TSCG europÃ©en dit pacte budgÃ©taire**  
De CARVOUNAS Luc <l.carvounas@senat.fr>  
Ã <pg94@lepartidegauche.fr>  
Date 31/07/2012 10:40  
PrioritÃ© Normale



Madame la Co-SecrÃ©taire,  
Monsieur le Co-SecrÃ©taire,

J'ai bien pris connaissance de votre rÃ©cent courrier concernant le TraitÃ© sur la stabilitÃ©, la coordination et la gouvernance (TSCG) de l'Union EuropÃ©enne.

Comme vous le soulignez, FranÃ§ois HOLLANDE s'est engagÃ© pendant la campagne prÃ©sidentielle Ã renÃ©gocier ce traitÃ©. En donnant une nette majoritÃ© au PrÃ©sident de la RÃ©publique, suite aux Ã©lections prÃ©sidentielle et lÃ©gislatives, les franÃ§ais ont accordÃ© leur confiance Ã son projet pour la France.

Soutenant la nouvelle majoritÃ© prÃ©sidentielle et gouvernementale, je m'oppose Ã l'organisation d'un rÃ©fÃ©rendum sur cette question. D'une part, cette question a Ã©tÃ© tranchÃ©e par les FranÃ§ais lors des derniers scrutins Ã©lectoraux, et d'autre part, la tenue d'une telle consultation annihilerait les efforts de dialogue du PrÃ©sident de la RÃ©publique au niveau europÃ©en.

Comme vous le savez, la France n'acceptera pas l'application d'un seul plan d'austÃ©ritÃ© et est rÃ©solue Ã faire de la croissance une prioritÃ© pour l'Europe. NÃ©anmoins, la responsabilitÃ© politique qui est la nÃtre nous oblige aussi Ã nous concerter avec nos autres partenaires europÃ©ens Ã ce sujet.

La France, qui est une nation influente et motrice au sein de l'Union europÃ©enne, doit rester crÃ©dible aux yeux de ses partenaires et ne doit pas, dans la prÃ©cipitation, paraÃ¢tre inconstante.

En demandant un rÃ©fÃ©rendum sur cette question, le Parti de Gauche instille de la confusion au dÃ©bat. RÃ©clamer une consultation populaire sans avancer de propositions concrÃ©tes ne tient pas lieu d'orientation pour l'Europe. L'heure n'est plus Ã la dÃ©monstration idÃ©ologique mais Ã la responsabilitÃ© politique. J'en appelle donc Ã la responsabilitÃ© du Parti de Gauche ainsi que du PCF pour que le vote sur le TraitÃ© budgÃ©taire europÃ©en - sujet d'une importance extrÃªme pour l'avenir de notre pays - ne devienne pas l'instrument d'une stratÃ©gie Ã©lectorale.

Veillez recevoir Madame la Co-SecrÃ©taire, Monsieur le Co-SecrÃ©taire, l'expression de mes cordiales salutations.

Luc CARVOUNAS  
SÃ©nateur-Maire d'Alfortville

AVANT D'IMPRIMER, PENSEZ A L'ENVIRONNEMENT.



LUC CARVOUNAS

SENATEUR DU VAL-  
DE-MARNE

Maire d'Alfortville

VICE-PRESIDENT  
DU GROUPE  
SOCIALISTE

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Luc CARVOUNAS, Vice-Président du groupe Socialiste au Sénat et Sénateur-Maire d'Alfortville :** « Je condamne fermement l'initiative du Front de Gauche qui souhaite populariser l'idée d'un référendum sur le Traité budgétaire européen »

« Je condamne avec force l'initiative du Front de Gauche et de Pierre Laurent - qui s'apprête dans quelques semaines à rejoindre le Parlement et plus particulièrement le Sénat - qui veulent populariser à l'occasion des « estivales » de leur mouvement, fin août, l'idée d'un référendum sur le Traité budgétaire européen.

Je rappelle que le peuple français s'est déjà très clairement exprimé à ce sujet au travers de deux élections majeures, présidentielle et législatives, en confiant à François HOLLANDE une large majorité pour négocier au niveau international ce nouveau traité.

Pareilles initiatives n'ont pas d'autres objets que de vouloir entraver le début de la présidence de François HOLLANDE.

Par ailleurs, alors même que la Grèce est dans une situation bien plus précaire que la France, le peuple grec a fait le choix, lors de ses dernières élections, de la responsabilité et de l'Europe. La Gauche radicale grecque SYRIZA, emmenée par Alexis TSIPRAS dont le Front de Gauche et Jean-Luc MÉLENCHON se veulent très proches sur les positions européennes, a à l'occasion des dernières élections de juin dernier connu une déconvenue électorale.

J'en appelle à la responsabilité politique du Front de Gauche, et plus particulièrement du PCF, pour que le vote sur le Traité budgétaire européen, sujet d'une importance extrême pour l'avenir de notre pays, ne devienne pas l'instrument d'une stratégie politique électorale.

Je comprends que ceux- soient déçus de leurs récents mauvais scores électoraux. Néanmoins, leur influence politique ne peut pas avoir cet écho.

Il n'est pas acceptable de raviver les tensions du référendum de 2005. La France a besoin d'une Gauche forte et rassemblée pour les cinq prochaines années. »